

SENAT DE BELGIQUE**SESSION DE 1993-1994**

21 JUIN 1994

**Projet de loi modifiant le chapitre IV du
titre IX de la loi du 30 mars 1994
portant des dispositions sociales**

**RAPPORT
FAIT AU NOM
DE LA COMMISSION
DES AFFAIRES SOCIALES
PAR M. PATAER**

La Commission des Affaires sociales a examiné le présent projet de loi, qui a été transmis par la Chambre des représentants, au cours de sa réunion du 21 juin 1994.

I. DISCUSSION

Le titre IX de la loi du 30 mars 1994 portant des dispositions sociales concrétisant le « plan global » du Gouvernement, renferme les dispositions destinées à

Ont participé aux travaux de la commission :

1. Membres effectifs : Mme Maximus, présidente, M. Anthuenis, Mme Buyle, M. De Backer, Mme Delcourt-Pètre, MM. De Roo, Dighneef, Gevenois, Lenssens, L. Martens, Ottenbourg, Snappe, Stroobant, Truyen et Mme Van Cleuvenbergen.

2. Membres suppléants : MM. Happart, Leroy et Pataer, rapporteur.

R. A 16659*Voir :***Document du Sénat :****1149-1** (1993-1994) : Projet transmis par la Chambre des représentants.**BELGISCHE SENAAAT****ZITTING 1993-1994**

21 JUNI 1994

**Ontwerp van wet tot wijziging van
hoofdstuk IV van titel IX van de wet
van 30 maart 1994 houdende sociale
bepalingen**

**VERSLAG
NAMENS DE COMMISSIE VOOR DE
SOCIALE AANGELEGENHEDEN
UITGEBRACHT
DOOR DE HEER PATAER**

De Commissie voor de Sociale Aangelegenheden heeft dit wetsontwerp, dat door de Kamer van Volksvertegenwoordigers werd overgezonden, besproken tijdens haar vergadering van 21 juni 1994.

I. BESPREKING

Titel IX van de wet van 30 maart 1994, houdende sociale bepalingen waarin het « globaal plan » van de Regering werd uitgetekend, bevat de bepalingen ter

Aan de werkzaamheden van de Commissie hebben deelgenomen :

1. Vaste leden : mevr. Maximus, voorzitter, de heer Anthuenis, mevr. Buyle, de heer De Backer, mevr. Delcourt-Pètre, de heren De Roo, Dighneef, Gevenois, Lenssens, L. Martens, Ottenbourg, Snappe, Stroobant, Truyen en mevr. Van Cleuvenbergen.

2. Plaatsvervangers : de heren Happart, Leroy en Pataer, rapporteur.

R. A 16659*Zie :***Gedr. St. van de Senaat :****1149-1** (1993-1994) : Ontwerp overgezonden door de Kamer van volksvertegenwoordigers.

promouvoir l'emploi et à préserver la compétitivité, principalement par le biais de la modération salariale. Les deux objectifs étaient étroitement liés et ils le sont toujours. Le chapitre IV de ce titre traite concrètement des institutions de crédit, c'est-à-dire les banques, les caisses d'épargne et les institutions publiques de crédit (I.P.C.).

Le but était d'obliger ces institutions à verser à un fonds le produit de la modération salariale supportée par leurs travailleurs par suite de la modification du mécanisme de l'indexation, au cas où aucune convention collective de travail sur l'emploi n'aurait été conclue au niveau sectoriel avant une date déterminée (le 28 février 1994) ou au cas où aucun plan d'entreprise de répartition du travail n'aurait été établi avant une autre date (le 30 avril 1994). Dans les deux cas, chaque institution devait avoir satisfait, au plus tard le 30 avril 1994, aux conditions prescrites.

Après la publication de la loi précitée au *Moniteur belge* du 31 mars 1994, il est apparu que les délais fixés ne pouvaient pas être respectés. Un membre de la commission a, du reste, rappelé qu'il avait indiqué au cours de l'examen du projet, à la fin de février et au début de mars de cette année, qu'il prévoyait cette situation.

C'est pourquoi le projet en question reporte les échéances du 30 avril et du 28 février 1994 respectivement au 31 juillet et au 30 juin 1994.

Le Gouvernement a également tenu à lever une imprécision de la loi du 30 mars 1994, en spécifiant qu'il suffisait que l'une des conditions définies à l'article 82 soit remplie pour que l'obligation de verser le produit de la modération à un fonds tombe.

Ces conditions sont: soit la conclusion d'une C.C.T. sectorielle, soit l'établissement d'un plan d'entreprise, soit pour l'entreprise, avoir été reconnue comme entreprise en difficulté ou en restructuration conformément à la réglementation sur la prépension — ce qui ne devient possible que grâce au projet à l'examen —, soit l'annonce (dans le texte: la notification), avant le 28 février 1994, d'une réduction de personnel, et, dans chacun de ces cas, la conclusion avant le 31 juillet 1994, d'un accord d'entreprise limitant la réduction de personnel annoncée en fonction exacte du produit de la modération salariale résultant de la nouvelle indexation.

Au cours de la discussion de ce projet, l'on a fait les remarques suivantes:

1. Le but, louable, visé par le ministre, de spécifier qu'il suffit qu'une des trois ou quatre conditions précitées soient remplies pour que l'on ne doive pas effectuer de versements à un fonds, est tout à fait vague. Il eût été préférable, selon l'intervenant, de

bevordering van de werkgelegenheid en de vrijwaring van het concurrentievermogen voornamelijk via loonmatiging. Beide doelstellingen waren en zijn innig verbonden. Hoofdstuk IV van deze titel handelt concreet over de kredietinstellingen, dit zijn de banken, de spaarkassen en de openbare kredietinstellingen (O.K.I.'s).

Het was de bedoeling dat deze instellingen zouden worden verplicht de opbrengst van de loonmatiging in hoofde van hun werknemers, als resultaat van de ingreep op het indexmechanisme, te storten in een fonds indien vóór een bepaalde datum (28 februari 1994) geen sectoriële tewerkstellings-C.A.O. zou worden gesloten of indien vóór een andere datum (30 april 1994) geen eigen bedrijfsplan tot herverdeling van de arbeid zou zijn tot stand gekomen. In beide gevallen moet of moest iedere instelling aan de voorgeschreven voorwaarde(n) hebben voldaan ten laatste op 30 april 1994.

Na de publikatie van bovengenoemde wet in het *Belgisch Staatsblad* van 31 maart 1994 is gebleken dat de vooropgestelde termijnen niet haalbaar waren. In de Commissie heeft een lid er trouwens aan herinnerd dat hij deze situatie heeft voorspeld bij de bespreking van het wetsontwerp einde februari en begin maart van dit jaar.

Daarom worden nu, met het voorgaand wetsontwerp, de «dead-lines» verschoven van 30 april 1994 tot 31 juli 1994 en van 28 februari 1994 naar 30 juni 1994.

Tegelijk heeft de Regering een onduidelijkheid uit de wet van 30 maart 1994 willen wegwerken door nader te preciseren dat het volstaat dat één van de voorwaarden bepaald in artikel 82, wordt vervuld om aan de storting van de opbrengst van de matiging in een fonds te ontsnappen.

Die voorwaarden zijn: ofwel het sluiten van een sectoriële C.A.O., ofwel het tot stand komen van een bedrijfsplan, ofwel — en wat nu volgt wordt pas met dit ontwerp mogelijk gemaakt — een erkenning hebben bekomen als onderneming in moeilijkheden of in herstructurering in het kader van de brugpensioenreglementering, ofwel vóór 28 februari 1994 een personeelsvermindering hebben aangekondigd, telkens gekoppeld aan een bedrijfsakkoord, te sluiten vóór 31 juli 1994, die deze aangekondigde personeelsinkrimping beperkt ten belope van de opbrengst van de loonmatiging als gevolg van de nieuwe indexaansluiting.

Bij de bespreking van dit ontwerp werden de volgende opmerkingen gemaakt:

1. De lovenswaardige bedoeling van de minister om nader te preciseren dat het volstaat dat één van de hogergenoemde drie of vier voorwaarden zijn vervuld om niet te moeten storten in een fonds, mist enige precisie. Het ware, volgens de spreker, inderdaad

reformuler l'article 81 comme suit: « Les institutions de crédit (...) n'ayant pas satisfait (...), soit à la condition *sub* 1^o, soit à la condition *sub* 2^o, soit à la condition *sub* 3^o, prévues à l'article 82, sont tenues de verser (...) ». On aurait pu également, à l'article 81, laisser « la condition » (au singulier, comme dans le texte néerlandais initial de la loi) et reformuler l'article 82 comme suit: « La condition visée à l'article 81 est remplie lorsque: soit 1^o (...), soit 2^o (...), soit 3^o (...) ».

Quoi qu'il en soit, il ressort clairement du contexte dans lequel s'inscrivaient les anciennes dispositions de la loi et de celui dans lequel s'inscrivent les nouvelles que les conditions en question ne sont pas cumulatives, comme pourraient éventuellement le laisser supposer les mots « n'ayant pas satisfait à une des conditions ». Il est incontestablement question, en l'espèce, de possibilités successives dont la réalisation serait échelonnée dans le temps, ce qui explique aussi les différences en ce qui concerne les dates finales. En effet, l'on ne peut négocier un plan d'entreprise que si aucune C.C.T. sectorielle n'a été conclue. Il est logique aussi que l'on ne puisse pas, au sein d'une même entreprise, et conclure un plan d'entreprise en vue de la redistribution du travail impliquant une augmentation nette du nombre de travailleurs, et annoncer une réduction sensible du personnel.

L'intervenant déclare encore qu'il déplore que l'on n'ait pas suivi l'avis du Conseil d'Etat, selon lequel il y a une discordance entre le texte néerlandais et le texte français. Dans le texte néerlandais, l'on utilise le mot « aankondiging » alors que, dans le texte français, figure le mot « notification ». Il aurait mieux valu utiliser les mots « mededeling » et « communication ».

2. Nul n'ignore que ce projet a été élaboré, en fait, à l'intention d'une seule institution de crédit. Etablir une loi pour résoudre un problème particulier, ce n'est évidemment pas accomplir un travail légistique exemplaire. En marge de cette constatation, l'on note qu'une banque qui a pu clôturer son exercice 1993 sur un large boni aurait dû pouvoir consentir un effort plus important en matière d'emploi.

3. En troisième lieu, l'on a souligné que l'avis du Conseil d'Etat n'a été suivi que partiellement, et ce, non seulement en ce qui concerne les suggestions terminologiques précitées. L'on n'a rien fait non plus pour tenir compte de la critique implicite du Conseil d'Etat selon laquelle il est pratiquement impossible, entre le moment de l'entrée en vigueur de la loi et le 31 juillet 1994, d'encore entamer des négociations en vue de la conclusion d'une C.C.T. et de les mener à bonne fin.

beter geweest artikel 81 te herformuleren als volgt: « de kredietinstellingen (...) die (...) niet hebben voldaan, hetzij aan de voorwaarde *sub* 1^o, hetzij aan de voorwaarde *sub* 2^o, hetzij aan de voorwaarde *sub* 3^o, bepaald in artikel 82, zijn verplicht te storten (...) ». Ofwel had men in artikel 81 « de voorwaarde » (in het enkelvoud, zoals in de oorspronkelijke Nederlandse tekst van de wet te lezen stond) kunnen laten staan en artikel 82 kunnen herschrijven als volgt: « aan de voorwaarde bedoeld in artikel 81 is voldaan wanneer: hetzij 1^o (...), hetzij 2^o (...), hetzij 3^o (...) ».

Hoe dan ook, uit de hele context van de oude en de nieuwe wetbepalingen, blijkt overduidelijk dat het hier niet om cumulatieve voorwaarden gaat, zoals eventueel de uitdrukking « niet hebben voldaan aan één van de voorwaarden » zou kunnen doen veronderstellen. Het betreft hier ontegensprekelijk opeenvolgende mogelijkheden, gespreid in de tijd, wat meteen het verschil in einddata verklaart. Het is immers pas als er geen sectoriële C.A.O. tot stand komt dat over een bedrijfsplan kan worden onderhandeld. Zo is het even logisch dat in eenzelfde bedrijf niet tegelijk een bedrijfsplan tot herverdeling van de arbeid wordt overeengekomen, met netto-aangroei van het aantal werknemers, én een ingrijpende personeelsinkrimping.

Spreker betreurt nog dat het advies van de Raad van State niet werd gevolgd, die gewezen heeft op een gebrek aan overeenstemming tussen de Nederlandse en de Franse tekst. In de Nederlandse tekst is er sprake van de « aankondiging », in de Franse tekst van « notification ». De termen « mededeling » en « communication » waren beter geweest.

2. Het is geen geheim dat dit ontwerp in feite werd uitgeschreven ten behoeve van één enkele kredietinstelling. Een wet opstellen om een particulier probleem op te lossen is vanzelfsprekend geen voorbeeldige legistische arbeid. In de rand van deze vaststelling werd eveneens opgemerkt dat een bank die met een ruime winst haar boekjaar 1993 heeft kunnen afsluiten, een grotere tewerkstellingsinspanning had moeten kunnen leveren.

3. Ten derde werd onderstreept dat het advies van de Raad van State maar ten dele werd opgevolgd, niet alleen wat de bovenvermelde taalkundige suggestie betreft. Er werd evenmin geantwoord op de impliciete kritiek van de Raad van State dat het praktisch onmogelijk is tussen de inwerkingtreding van deze wet en 31 juli 1994, dat betekent een goede volle vakantiemaand, nog onderhandelingen over een C.A.O. aan te vatten en tot een goed einde te brengen.

II. VOTES

Les articles et l'ensemble du projet de loi ont été adoptés par 12 voix contre 2.

Confiance a été faite au rapporteur pour la rédaction du présent rapport.

Le Rapporteur,
Paul PATAER.

La Présidente,
Lydia MAXIMUS.

II. STEMMINGEN

De artikelen en het ontwerp van wet in zijn geheel worden aangenomen met 12 stemmen tegen 2.

Vertrouwen werd geschonken aan de rapporteur voor het uitbrengen van dit verslag.

De Rapporteur,
Paul PATAER.

De Voorzitster,
Lydia MAXIMUS.